Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUIN 1879.

Anonymat pour la Société du quartier Léopold II (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MALLAR.

MESSEURS,

Le projet de loi qui vous est présenté par le Gouvernement accorde le bénéfice de l'anonymat à la Société qui sera formée pour la création d'un nouveau quartier sur le plateau qui s'étend à l'extrémité du boulevard Léopold II, sur les hauteurs de Koekelberg, de Jette-Saint-Pierre et de Ganshoren.

Une première Société, établie en vue du même objet, a été déclarée en faillite.

La nouvelle reprendrait les opérations interrompues. Elle n'obtiendrait l'avantage de l'anonymat que moyennant approbation de ses statuts par le Gouvernement. Toute modification aux statuts devra également lui être soumise.

L'Exposé des motifs invoque avec raison à l'appui du projet les considérations qui ont déterminé le vote de la loi du 27 mai 1876 qui accorde l'anonymat pour la création d'un parc et d'un quartier sur le territoire des communes de Saint-Gilles et de Forest. Il s'agit en effet, aujourd'hui comme alors, non de favoriser une spéculation privée, mais avant tout d'aider à une œuvre d'intérêt public.

De nombreuses populations industrielles habitent les environs de Koekelberg.

(1) Projet de loi, n° 142.

(2) La commission était composée de MM. DANKAERT, président, ORTS, LE HARDY DE BEAULIEU, MALLAR, VAN ISEHEM, DE BECKER et DE BRUYN.

La réalisation des plans en question constituera évidemment un embellissement, mais répond, en outre, aux besoins de ces populations laborieuses qui pourront trouver là des demeures plus saines et d'un loyer peu élevé.

Des raisons analogues ont déterminé le vote des lois du 18 juillet 1865 (Compagnie immobilière de Belgique), du 20 juin 1867 (Société pour la construction de maisons ouvrières), du 17 avril 1874 (Société du Sud d'Anvers), du 1^{er} juin 1874 (transformation du quartier de Notre-Dame-aux-Neiges), enfin du 27 mai 1876 (parc et quartier de Saint-Gilles et de Forest.

Quant aux dérogations à la loi du 18 mai 1873 que contiennent les statuts, elles sont la condition *sine qua non* de la constitution de la Société.

Dans une lettre adressée à la Chambre, un intéressé prétend que les bases de la nouvelle Société ont été établies au détriment des obligataires et en fraude de leurs droits. Votre commission n'a pas à donner son opinion sur ce point. Les droits des tiers restent entiers, après comme avant la loi qui vous est soumise. C'est aux tribunaux qu'il appartient, le cas échéant, de trancher les questions qu'ils soulèvent. C'est au public à apprécier la valeur de la combinaison financière adoptée.

Le même pétitionnaire prie la Chambre d'insérer dans la loi une disposition par laquelle le Gouvernement serait autorisé à conférer l'anonymat à toute Société qui présenterait des conditions meilleures que celle dont il s'agit. Votre commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette demande. On comprendrait que le Gouvernement eût à choisir entre deux combinaisons établies pour le même objet, mais on n'indique ici qu'une pure éventualité. S'il était même possible de laisser au Gouvernement le droit qu'on réclame pour lui, ce serait reculer indéfiniment la solution d'une affaire urgente.

La commission vous propose, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

MALLAR.

Le Président,

ANTOINE DANSAERT.